

Éditoriaux

Le crédit public pour le peuple

mercredi 16 janvier



« Il n'y a pas d'argent, l'Etat est trop endetté ! » Voilà la rengaine qu'on balance à ceux qui demandent justice.

A ceux qui invoquent notre *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, le *Préambule* de notre *Constitution*, la *Déclaration universelle des droits de l'homme* et la *Convention européenne des droits de l'homme*, on répond : « *Tout cela est bien beau, mais il n'y a pas d'argent !* »

A ceux qui veulent que soit assuré un juste accès à l'éducation, au logement, à la santé et au transport, à une vie familiale et à des retraites dignes, on répond comme Emmanuel Macron dans sa Lettre aux Français : « *Nous ne pouvons, quoi qu'il en soit, poursuivre les baisses d'impôt sans baisser le niveau global de notre dépense publique* ». C'est logique, le débat est cadré, circulez, y'a rien à voir !

On déploie ainsi, dans le domaine économique et social, l'équivalent des canons à eau, grenades lacrymogènes instantanées, engins de dispersion et autres lanceurs de balles de défense (LBD). Comme on blesse dans la rue, on détruit des vies humaines avec une politique d'austérité sociale.

Et l'on dit et répète qu'il n'y a que trois moyens pour un Etat de se procurer de l'argent :

l'impôt,

l'épargne déposée dans les banques et

le bradage des entreprises publiques.

On dit que c'est pour l'Etat comme pour les personnes. Eh bien, c'est doublement faux.

D'abord, une personne naît et meurt sur un temps court. Un Etat dure dans le temps. Ensuite, au moment même où on dit que l'Etat n'a que ces trois moyens, on le livre au crédit des banques privées (« les marchés »), et les citoyens au crédit à la consommation pour remplacer le pouvoir d'achat des salaires, qui est en baisse.

C'est la signature du capitalisme financier mondialisé, qui détruit tout sur son passage. L'arnaque est si grosse qu'elle intimide ses victimes. Cependant, ce qui est nouveau avec les gilets jaunes, c'est que ceux qui se rassemblent et se parlent constatent qu'ils ne sont pas les seuls à voir que l'argent roi est nu.

En 1945, il y avait peu de gens à imposer, peu d'épargne et pas de bijoux de famille à vendre, car ils avaient déjà été pillés par les nazis et leurs complices. Et pourtant on a reconstruit la France tout en accroissant le pouvoir d'achat de ceux qui la reconstruisaient.

Comment ? Avec un projet : une économie produisant davantage par être humain, par unité de surface et par kilo de matière apportée. Et avec une arme : **une Banque nationale donnant à l'Etat les moyens d'organiser la distribution de crédit public.**

Qu'est-ce que ça veut dire ? Que l'Etat émet directement du crédit, non pas pour entretenir les spéculateurs sur les marchés financiers ou enchaîner les consommateurs avec des échéances quasi impossibles à tenir, mais en investissant ce crédit dans la recherche, la production, l'école, l'hôpital, des logements accessibles ; bref, en équipant l'homme et la nature pour assurer l'avenir. Le remboursement de ce crédit est assuré par le développement économique et humain qu'il a permis de créer.



Le projet
présidentiel
de Jacques
Cheminade

C'est à ce système qu'il faut revenir : **rendre l'argent au peuple avec une Banque nationale, pilotée par un Conseil du crédit sous contrôle citoyen des représentants du peuple.** Aujourd'hui, on a une Banque centrale qui est, au contraire, l'arme de l'oligarchie financière, pilotée par les crânes d'œuf de l'Inspection des finances.

« Il n'y a pas d'issue qui ramène au passé », nous répondra-t-on. C'est vrai. Mais justement, avec les moyens des technologies modernes (Intelligence artificielle, numérique, robotique), on dispose de meilleurs moyens de rendre au peuple ce qui lui revient.

Au peuple donc de l'exiger. **Par un RIC s'il le faut**, car c'est le point clé de son exploitation ou de son émancipation.

Qui dirige le crédit dirige le monde, pour le construire ou le détruire. En prendre le contrôle, cela s'appelle la vraie politique.

L'édito de Jacques Cheminade est publié tous les 15 jours dans le journal [Nouvelle Solidarité](#).
